

Paysage et appropriation urbaine

Tiago de Mattos Chafik Hindi*

Resumé Les ensembles d'habitation Abdelnur et Zavaglia à la ville de São Carlos SP – BR illustrent comment la monofonctionnalité produit des paysages urbains contradictoires et monotone, dépourvus de qualités et incompatibles avec le quotidien des usagers, en opposition aux paysages créés par les processus d'appropriation sociale de la coopérative d'habitation Jeanne-Mance, à la ville de Montréal QC - CA. Le but de cette étude est la comparaison entre ces réalités, dont l'analyse a permis cartographier et vérifier comment la planification populaire vitalise et qualifie le paysage.

Mots-clefs: production de l'espace et du paysage, ensembles de logement, qualité urbaine et spatiale, appropriation de l'espace.

Paisagem e apropriação urbana

Resumo Os conjuntos Abdelnur e Zavaglia no município de São Carlos, São Paulo – Brasil ilustram como as recentes políticas públicas habitacionais brasileiras configuram paisagens urbanas destituídas de espaços livres qualificados, incoerentes com o cotidiano de seus usuários, em contraponto a paisagem criada por processos de apropriação, como o caso da requalificação da cooperativa de habitação Jeanne-Mance, na cidade de Montreal, na província do Quebec - Canadá. O objetivo deste trabalho é ilustrar o resultado da produção habitacional implantada com os espaços livres projetados e de conjuntos habitacionais construídos sem esta preocupação. Através de visitas aos citados conjuntos habitacionais, foi analisada como a transformação da paisagem pelos próprios usuários promove maior vitalidade e qualidade paisagística que os cenários de produção mercantil.

Palavras-chave: produção do espaço e da paisagem, conjuntos habitacionais, qualidade urbana e espacial, apropriação do espaço.

Landscape and urban appropriation

Abstract The Abdelnur and Zavaglia housing projects in São Carlos city - SP-BR illustrate how monofunctionality produces contradictory and monotonous urban landscapes, devoid of urban quality and incompatible with the daily lives of users, in opposition to landscapes created by processes of social appropriation, the case of the Jeanne-Mance housing co-operative in Montreal City - QC - CA. This study aims on the comparison of these realities, which the analysis has made possible to map and verify how popular planning vitalizes and qualifies the landscape.

Keywords: space and landscape production, housing plans, urban and spatial quality, appropriation of space.

Le point de déclenchement de ce travail a été la relation entre la production urbaine et paysagère par rapport aux politiques de logement et l'articulation sociale impliquée¹. De ce point de vue, on peut discerner différents scénarios, dans lesquels il y a ou il n'y a pas de l'articulation sociale et si les politiques urbaines de logement soutiennent ces articulations, à plusieurs niveaux. En plus, il est remarquable les différences parmi les résultats des projets urbains obtenus.

Comme objet d'étude fut analysés un cas où il y a de l'articulation sociale et présence de politiques publiques accueillant la participation populaire, où la participation a été déterminante pour l'évolution du projet urbain adéquat et un autre où l'absence de participation et la détermination exclusive d'agents spéculatifs dans le processus de production du projet urbain produit des espaces dépourvus de toute qualité urbaine et paysagère.

Cette recherche a choisi comme cas spécifique les politiques urbaines en matière de logement a deux scénarios distinctes: au Canada et au Brésil. Le premier avec un longue historique de processus urbains participatifs et le deuxième avec une expérience considérable et avec le potentiel d'appliquer des nouveaux processus. Comme une ville de référence a été désignée la ville de Montreal, a la province de Québec, Canada, en raison de l'exercice et de l'histoire de la gestion participative de la province. En tant que parallèle brésilien, la ville de São Carlos a été choisi, a l'état de São Paulo, en vue de son potentiel déjà cartographié, et comme étude de cas des reflets des gestions que s'éloigne du quotidien.

Diverses formes de planification urbaine et de gestion se font essentielles à étudier afin d'examiner les positions et les fonctions des agents impliqués, compte tenu des crises vécues au cours des dernières années. L'objectif de la gestion urbaine devrait également être revu, ainsi que la manière dont les politiques publiques urbaines sont menées (Moreira, 2011).

Dans ce sens, l'articulation sociale permet de répondre à la tendance mondiale d'appropriation de la gestion urbaine par le capital, dans la mesure où elle fait face à la logique productive du paysage urbain et rétablit les valeurs quotidiennes locales de ses petites collectivités en contrepoint des valeurs génériques représentatif d'un sens industriel et quantitatif.

Ce que nous pouvons appeler "micro-urbanisme" (Hindi, Moreira, 2017; Métra, 2012) va à l'encontre de cette notion de participation et d'inclusion. Ce terme fait référence aux processus dans lesquels le protagonisme provient des agents utilisateurs de l'objet urbain-architectural. Il définit une logique de production et de gestion territoriale qui est bénéfique, si l'on prend en compte des exemples nationaux et internationaux.

* Tiago de Mattos Chafik Hindi est Architect et Urbaniste, étudiant en master à l'Institut d'Architecture et Urbanisme de l'Université de São Paulo, Brésil, ORCID <<https://orcid.org/0000-0003-3293-0336>>.

¹ Cet article est le résultat d'une recherche intitulée "Expériences de microrbanisme: Québec / CA et São Paulo / BR", avec le soutien financier de la Fondation pour le soutien à la recherche de l'État de São Paulo (FAPESP).

L'objectif général de cet article est donc d'analyser ces deux réalités distinctes en mettant l'accent sur la construction de leur paysage. Notamment des aspects tels que l'articulation et la participation sociale influencent les résultats obtenus dans le développement de projets urbains. Il cherche à donner une nouvelle perspective à l'importance de cette articulation sociale dans la caractérisation et la gestion du territoire et des paysages urbains.

La comparaison des études de cas au Québec / CA et a São Paulo / BR explique également comment ces politiques en question ont traité la production contemporaine du territoire et les villes. Telles politiques et tendances sont considérées comme contribuant à une logique de production paysagère non pas pour l'utilisateur, mais pour les agents de la production de masse de l'espace urbain.

2. Méthodologie

Pour cette étude la méthode de recherche employé a été celle de l' "Étude de cas comparative", en utilisant les ressources bibliographiques et documentaires sur les politiques publiques du logement social des deux pays (spécifiquement celles sur les coopératives d'habitation de Montréal au Québec / CA et les projets de logement liés au programme "Minha Casa Minha Vida" dans la ville de São Carlos, État de São Paulo / Brésil).

Les données ont été collectées de trois manières différentes pour cette analyse comparative: de manière documentaire - bibliographique, de manière empirique et à travers des interviews et des entretiens.

Initialement ont été compilées les bases de données mises à disposition par les agents impliqués dans le développement des politiques de logement: Caixa Econômica Federal (CEF); les mouvements sociaux; le gouvernement du Québec; et la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipales de la Fédération métropolitaine de Montréal (FECHIMM). Les visites sur le terrain ont été suivies au Brésil et au Canada, et ont permis de recueillir des données et des photographies.

Enfin, des entretiens semi-structurés ont été menés avec les militants dans ces processus participatifs. Pour la sélection des personnes interrogées, leur relation et leur affinité avec le sujet ont été prises en compte, ainsi que leurs performances académiques et professionnelles présentes et passées. Un questionnaire a été développé pour suivre, mais la réponse a été autorisée dans un bloc ou séparément, ainsi que les commentaires et les ajouts nécessaires à l'élaboration de la réponse, conduisant à un discours complet de la personne interrogée. A la fin du processus, ils ont été obtenus témoignages de Eleusina Lavôr Holanda de Freitas, architecte et chercheur, toujours présent sur la scène politique, en travaillant activement dans les processus participatifs et du professeur Francisco de Assis Comaru (ingénieur civil), qui était actif dans les questions politiques incluant la participation sociale et mouvements sociaux.

Les données recueillies par l'étude théorique initiale ont été comparés à ce qui a été vérifié de façon empirique par des visites, de sorte a composer une conclusion fondée sur les différentes contributions. Cette forme d'étude a permis la caractérisation et la formulation d'un jugement critique par rapport à la réalité présente.

3. Études de cas

Le choix des scénarios vise à identifier (dans les réalités différents) aspects de la forme et de la production de l'espace urbain qui conduisent à la compréhension du paysage résultant de l'interaction de ces nombreux variables politiques.

Les cas d'analyse ont donc été déterminés par leurs aspects actuels résultant de l'évolution de leurs processus d'articulation sociale. Le cas canadien, par exemple, présente des tendances d'exclusion sociale qui ne correspondent pas à son historique de participation et de droit à la ville favorisée par ses propres politiques urbaines. Cela indique une inversion des agents de production et de gestion territoriale qui, comme nous le verrons plus loin, ont produit au monde des espaces de grande qualité urbaine et paysagère.

En ce qui concerne le cas brésilien, il a été choisi comme cas d'étude l'état de São Paulo, où l'articulation sociale pour le droit à la ville a toujours été très forte, avec énorme présence dans le gouvernement de Luiza Erundina dans les années 90.

Ces deux cas illustrent la désarticulation de processus participatifs auparavant vigoureux. Depuis les années 1970, les coopératives d'habitation ont accumulé un espace considérable pour l'arbitrage des décisions et des ressources dans la province de Québec / CA. Dans l'Etat de São Paulo, comme mentionné précédemment, les mouvements sociaux pour le logement ont remporté de nombreuses victoires avec le gouvernement de Luísa Erundida (1989-1993). Cependant, la production de logements contemporaine des deux cas va contre ces victoires populaires.

D'énormes contingents sociaux déplacés vers des régions sans accès à la ville et à la précarité du paysage révèlent une forme de production du paysage urbain financière, composant de vrais scénarios du Capital.

Pour l'étude de cette production contemporaine du paysage urbain, il est nécessaire de comprendre la configuration politique actuelle et comment ces processus d'articulation sociale se sont constitués à travers le temps. Comprenant comment ces processus s'intègrent et s'articulent avec une logique de production urbaine contemporaine, il est possible de proposer de nouvelles approches à cette conformation du paysage urbain, pour qu'il soit plus inclusif et moins spéculatif.

3.1. Québec/CA

Bien que le scénario canadien n'échappe pas au scénario d'especulation sur le territoire décrit précédemment, les politiques d'articulation sociale et d'inclusion dans la gestion des terres urbaines sont encore fortement manifestées. Les exemples sont les nombreuses coopératives d'habitation au Québec, sur lesquelles cette recherche se concentre.

Dans cette province excellent des organisations et des programmes pour soutenir les efforts de coopération. Entre les organisations et les entités de soutien, l'organisation et le financement des coopératives d'habitation populaires au niveau provincial et fédéral sont vingt et une entités, résultants des années de lutte, de débats et d'apprentissage.

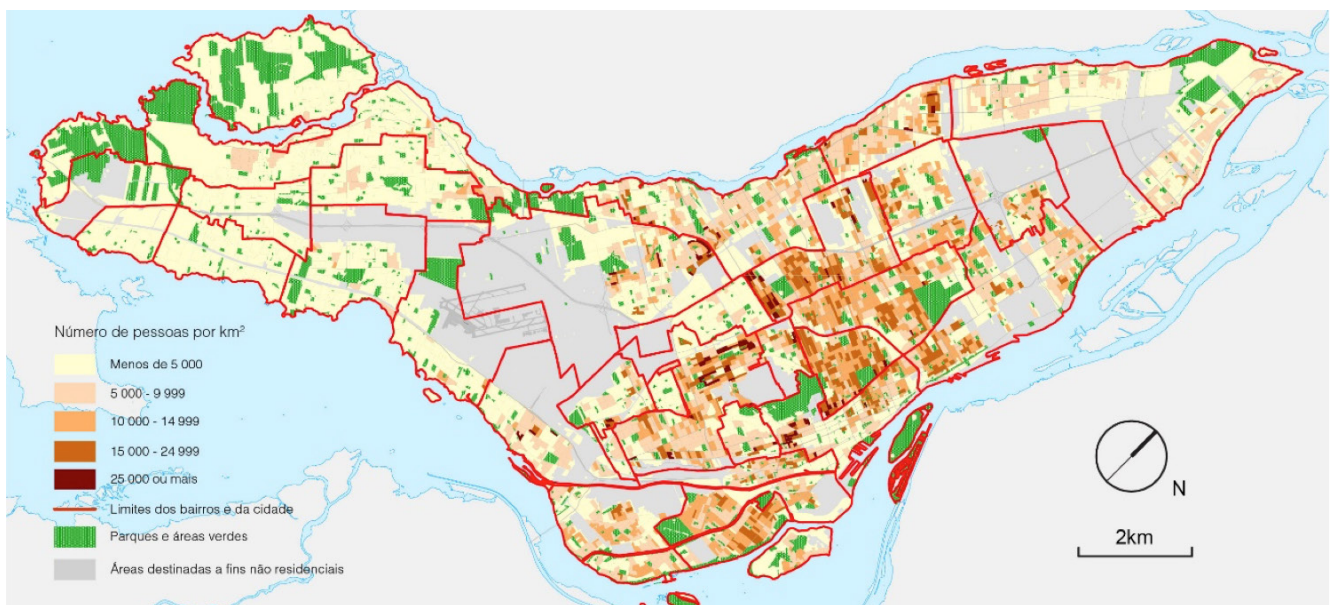
Comme le soutiennent Bouchard et Hudon (2005), le gouvernement canadien a toujours été généralement enthousiaste à propos de l'accès au logement et à la ville. Leurs formes de soutien comprennent des options pour le financement des coopératives, la facilitation du bâtiment ou des conseils techniques.

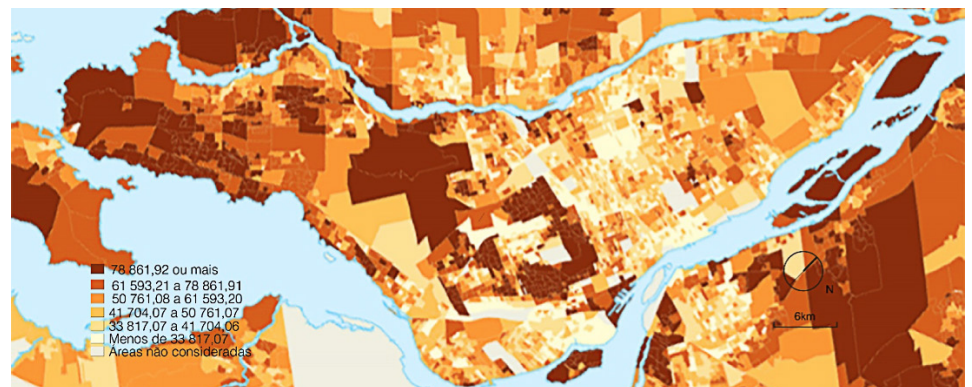
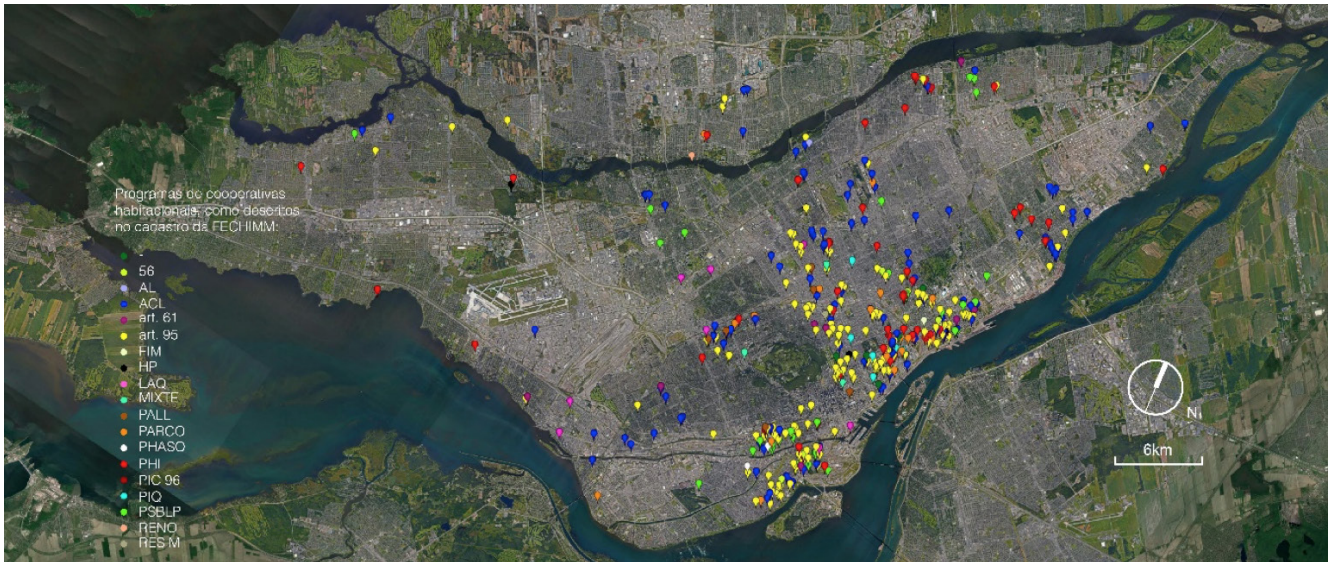
Datant de 1968, les premières initiatives coopératives en matière de logement au Québec ont échoué. Bouchard et Hudon (2005) attribuent cet échec à la lourde bureaucratie de la gestion sur le sujet. Cependant, l'échec de ces premières expériences a permis aux collectivités québécoises d'être présentes dans le paysage politique de la gestion territoriale. C'est ainsi que naissent les groupes de soutien technique pour les coopératives d'habitation et les premiers programmes réussis. De cette façon, il est possible que des projets de qualité puissent être proposés et exécutés par leurs utilisateurs eux-mêmes.

Ce scénario historique de participation populaire à des projets urbains est actuellement en discussion. Par exemple, la spéculation sur les terres urbaines se retourne contre l'inclusion sociale dans la ville de Montréal, où la spatialisation des coopératives d'habitation montre déjà des modèles socio-économiques.

L'investigation auprès des coopératives de la ville de Montréal (carte 4) illustre comment cette configuration est constituée. On remarque que les régions les plus densément peuplées identifiées sur la carte 1, coïncident avec celles où la population a le revenu le plus bas (carte 3), tandis que dépense le plus élevé pourcentage de leur revenu mensuel sur le logement (carte 2). Il est important de souligner que ces régions (bien que habitées notamment par une population socialement vulnérable) ne sont pas loin du centre ou de la vie urbaine. Ça peut être interprété, alors, comme une politique urbaine d'inclusion sociale à travers la gestion collective du logement populaire, et par conséquent du territoire.

Carte 1: Densité démographique de la ville de Montréal. Source: <http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6897,68087915&_dad=portal&_schema=PORTAL>, dernier accès le 7 mars 2018.

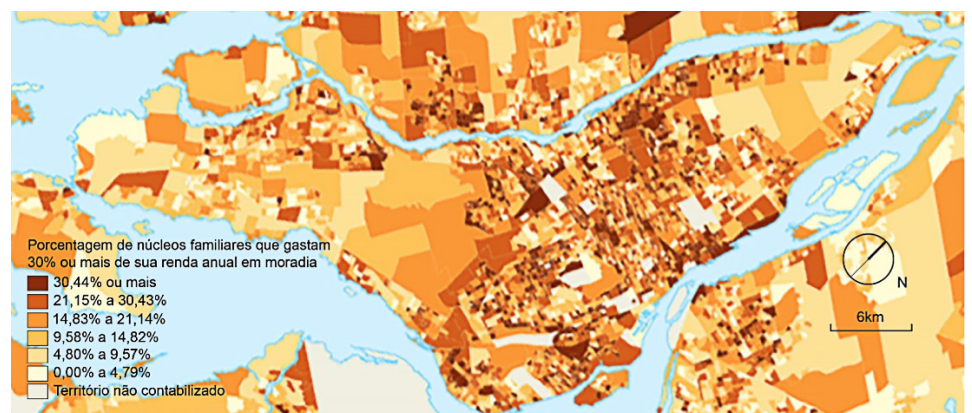




Carte 4 (en haut): coopératives d'habitation de la ville de Montréal. Source: Google Earth, à partir des données fournies par FECHIMM.

Carte 3 (au centre) : Répartition des revenus de la ville de Montréal en 2001 (dollars canadiens / année). Source: <http://www.msss.gouv.qc.ca/statistiques/atlas/atlas/index.php?id_carte=57>, dernier accès le 7 mars 2018.

Carte 2 (en dessous): Accès à l'habitation de la ville de Montréal en 2001. Source: <http://www.msss.gouv.qc.ca/statistiques/atlas/atlas/index.php?id_carte=52>, dernier accès le 7 mars 2018.



Il est possible d'identifier des contrastes frappants dans la dispositions des programmes coopératifs, tels que la disparité entre le nombre d'coopératives enregistrées et d'unités associés, ou le nombre élevé d'unités coopératives et leur localisation dans le réseau urbain, notamment lorsque la gentrification et l'exclusion sociale se manifestent. Ces disparités et incohérences reflètent les organisations socio-spatiales et les tendances immobilières récentes dans la ville de Montréal. Les régions qui connaissent actuellement des processus de gentrification, comme le Sud-Ouest (Pointe Saint-Charles), montrent des disparités entre les programmes de développement, ce qui indique une tendance spéculative à l'égard de l'espace urbain et des récentes politiques de logement public (Decroly, 2003).

Malgré la présence populaire massive et l'inclusion sociale apportée par ces politiques, ces tendances contredisent cette consolidation historique de la participation sociale.

Bien que ce ne soit pas un consensus parmi les gestionnaires et les chercheurs montréalais, il est possible de vérifier empiriquement que le sud-ouest de Montréal, plus précisément la région de Pointe Saint-Charles, subit un processus de transformation qui fait disparaître les coopératives locales, du coût de la vie de la région.

Ce débat illustre comment un processus de réussite sociale pourrait être désengagé en raison de la valorisation et de la spéculation sur le territoire. En valorisant des espaces auparavant délaissés, les collectifs socio-économiquement vulnérables désertent des espaces où ils avaient auparavant accès à la vie urbaine.

3.1.1. Cooperative d'habitação Jeanne Mance

Le cas de la coopérative d'habitation Jeanne Mance apporte des aspects du potentiel de la gestion collective de l'espace urbain. Grâce à l'articulation sociale, il a été possible de développer une reconfiguration de l'espace physique et paysager de la coopérative, en la transformant en un espace de grande vivacité et de qualité urbaine.

On constate, avec les améliorations apportées aux site, le potentiel de l'articulation entre les équipes techniques et le corps social. La forte articulation sociale provient des politiques publiques conquises à travers des années d'évolution et de développement à côté de l'organe de l'Etat. Il démontre la force qu'il a dans la transformation du paysage et du sol urbain.

Étant donné que les concepteur eux-mêmes sont les utilisateurs du paysage, le produit final est cohérent avec le quotidien locale et sa réalité. L'identité que le processus fournit entre les usagers et le site contribue à ce qu'il soit toujours actif et bien entretenu. La population desservie travaille à améliorer leur réalité locale, ce qui contribue à la vitalité de l'environnement.

Comme le montrent les images 1, 2 et 3 ci-dessous, nous voyons que le projet est à la fois subtil et radical. Subtile en ce que sa configuration n'est pas configurée comme un projet de grande visibilité, mais radicale dans sa manière d'articuler et d'unir le corps social qui la compose. On ne perçoit pas de grandes transformations paysagères ou architecturales, mais de petites actions stratégiques qui modifient la lecture du lieu. Le sentiment de sécurité augmente, à cause de la familiarité avec le lieu et entre les habitants, avec qui les relations approfondissent. Le résultat de l'intervention est la valorisation de la vitalité de l'espace et du paysage.

C'est un projet simple, mais avec un grand pouvoir de transformation en fonction des agents agissant dans son développement. Il est à noter que le thème central du projet n'est pas de spéculer sur le paysage, mais plutôt qu'il soit un élément de la vie quotidienne. Le paysage, l'architecture et la politique sont confondus créant un espace créé et qualifié par ses utilisateurs.



Image 1 (en haut): Vue de la coopérative d'habitation Jeanne Mance.

Image 2 (au centre): Exemple d'intervention dans la même coopérative d'habitation.

Image 3 (en dessous): Exemple d'intervention dans la même coopérative d'habitation.

Source images 1, 2, 3: Collection personnelle (photo par Tomás Antônio Moreira).

3.2. São Paulo/BR

En ce qui concerne la réalité brésilienne, il faut comprendre le panorama général des récentes politiques de logement populaires. Bien qu'il y ait eu quelques victoires et incitations au cours des dernières périodes politiques, en particulier de 2003 à 2015 (Comaru, 23018), la pénurie de logements associée à la crise du logement de 2008 a débouché sur un programme ouvertement économique. Avec des graves impacts sociaux et urbains, la quête de la quantité immédiate dépasse les problèmes de qualité architecturale et urbaine, comme le dit Menezes:

Les difficultés liées à la mise en place d'un système d'urbanisme efficace sont notoi-res, notamment lorsqu'il existe une croissance incontrôlée, rapide et désordonnée du territoire, à laquelle sont liées une série de faiblesses: manque d'infrastructures, marginalité socio-urbaine, inégalités d'occupation de l'espace , (etc.) (Menezes, 2015)

Les récentes politiques de logement public menées sous le gouvernement du Parti des Travailleurs (PT) avec le programme Minha Casa Minha Vida (PMCMV), intensifient la tendance à la privatisation dans l'histoire du logement social au Brésil (Comaru, 2018). Ouvertement développementales et économiques, ces productions massives de logements ont produit d'innombrables territoires dépourvus de qualités urbaines, même si beaucoup ont été construits dans des zones rurales où la terre est moins chère.

Ils ne constituent qu'un toit sous lequel s'abriter. Pour Bonduki (2014), les politiques de logement public généralistes comme celles-ci sont incompatibles avec la taille d'un pays comme le Brésil, où de nombreuses régions et spécificités coexistent:

Dans un pays immense comme le Brésil, la mise en œuvre de programmes et de pro-jets de logement centralisés par le gouvernement fédéral est toujours un problème difficile à résoudre et un malentendu. Avec des dimensions continentales et abritant des climats, des cultures et des modes de vie très différents, il semble assez pro-blématique de développer des solutions de logement standardisées pour l'immense territoire national (Bonduki, 2014, p273)

Cette demande de participation aux politiques publiques trouve un environnement favorable dans l'état de São Paulo, bien qu'il y ait une histoire récente d'énorme participation populaire. Dans les années 1980 et 1990, en raison de la demande croissante de logements, les sphères municipales ont cherché à mettre en place des programmes stratégiques à court terme, car il était essentiel de fournir des réponses immédiates aux besoins actuels.

À São Paulo, le gouvernement de Luiza Erundina a présenté une politique du logement fondée sur le droit à la terre, à la ville et à la citoyenneté, ainsi que le droit à l'architecture et la participation de la population à la formulation, la mise en œuvre et la décision des programmes de logement. Ce gouvernement a construit de nouveaux paradigmes pour la politique du logement. Malheureusement, aucune continuité n'était due à cette politique. Dans les années suivantes, dans la ville de São

Paulo, dans les administrations de Paulo Maluf et de Celso Pitta, la priorité a été la destruction de la politique municipale de logement. (Moreira, 2011, p.169).

Par la suite le gouvernement Marta Suplicy (2001-2004) reprend les pratiques participatives, mais plus tard, encore une fois, ces pratiques sont perturbées. Ils sont repris, une fois de plus, sous le gouvernement de Fernando Haddad (2013-2016), mais, une fois de plus, sont actuellement dissous.

Il est évident que les politiques de logement généralistes émanant du gouvernement fédéral ne sont pas compatibles avec la réalité des centres urbains, où les mouvements sociaux pour le logement sont toujours forts (Freitas, 2018).

3.2.1. Complexes résidentiels MCMV José Zavaglia e Eduardo Abdelnur - São Carlos/SP

A titre d'exemple de la réalité produite par les récentes politiques publiques fédérales, fut choisi les ensembles habitationels Minha Casa Minha Vida "Député José Zavaglia" et "Eduardo Abdelnur", situés dans la ville de São Carlos, au sein de l'État de São Paulo. Récemment construits, ces exemples récurrents de la réalité urbaine brésilienne sont éloignés du réseau urbain et peu structurés. Ils constituent des bulles de logement en milieu rural, comme le montrent les images 4 et 5.

Lors des visites a la région, en mai 2017, la désertification et la monofonctionnalité provoquées par plusieurs aspects et agents ont été notées, produit par le manque de

Image 4 (en haut): Photo du complexe résidentiel "Eduardo Abdelnur" depuis son accès par l'autoroute Domingo Zanotta.

Image 5 (en dessous): Photo du complexe résidentiel "José Zavaglia" depuis le quartier Jardim Medeiros.

Source images 4, 5: Collection personnelle (photo par Tiago de Mattos Chafik Hindi).



Image 6 (en haut): Photo de blocs du complexe résidentiel "Eduardo Abdelnur" destinés à un usage collectif de loisirs et d'équipements collectifs.

Image 7 (au centre): Photo de le espace de loisirs du complexe résidentiel MCMV "José Zavaglia".

Image 8 (en dessous): Photo d'une rue du complexe résidentiel MCMV "Eduardo Abdelnur".

Source images 6, 7, 8: Collection personnelle (photo par Tiago de Mattos Chafik Hindi).

qualification des espaces résiduels et institutionnels, le manque d'équipements et de la non diversification des usages. Ces aspects démontrent comment la sérialisation rampante dans la poursuite de la minimisation des coûts crée des environnements urbains socialement problématiques. De plus, le manque de mobilité et la distance du centre imposent un mouvement pendulaire par rapport aux zones de concentration du travail formel, qui dure environ une heure.

Les espaces publics et collectifs négligés (Images 6, 7 et 8), causés par le manque d'identité avec l'espace habité et la désarticulation sociale, contribuent à que l'ensemble soit toujours désorganisé et discontinu. Ce développement troublé le préserve comme un espace de faible qualité spatiale et paysagère.





Image 9 (en haut): Photo de logements en cours d'intervention autonome dans le complexe résidentiel MCMV "Eduardo Abdelnur".

Image 10 (en dessous): Photo de logement en processus autonome de conversion en bar dans le même complexe résidentiel.

Source images 9, 10: Collection personnelle (photo par Tiago de Mattos Chafik Hindi).

Ce manque d'identité des résidents avec le lieu, compte tenu de la nature fiscale du projet, signifie qu'ils ne s'approprient pas ou ne se soucient pas de l'espace de l'ensemble. Le sentiment d'insécurité augmente, et les espaces publics, qui devraient être entretenus par l'État ou ses propres résidents, deviennent des dépôts de déchets en peu de temps.

Ajouté à cela, le manque d'assistance technique accessible et de qualité contribue à une auto-construction débridée et désorganisée. Les ensembles deviennent "favelizados" à nouveau (images 9 et 10). La qualité architecturale initialement précaire est mise en évidence par la discontinuité évolutive des unités individuelles.

La construction du paysage urbain (ou semi-urbain, dans ce cas) est sabotée par la politique de l'État qui la constituait. Ce cas spécifique illustre comment les politiques publiques géométriques peuvent contribuer à l'appauvrissement du paysage urbain et mettre en évidence les problèmes structurels de la société brésilienne.

Conclusions

Au vu des informations recueillies au cours du processus de recherche, il est possible de définir des aspects de la présente configuration. Les cartes de la ville de Montréal nous montrent une forte relation entre les programmes de développement du logement et le revenu et la densité de population. Un phénomène analogue se produit également dans l'État de São Paulo, où la recherche de la quantité immédiate dépasse les problèmes de qualité urbaine et paysagère.

Les programmes de logement de la politique publique les deux cas sont inscrits dans la dynamique urbaine dictées par une forte spéculation, causée en grande partie par le capital immobilier, qui pousse les communautés à l'exclusion possible.

Les réflets de ces politiques publiques dans le paysage urbain est également perceptible. Les projets constitués par des politiques sans participation montrent clairement la désertification, comme il a été possible de vérifier empiriquement. Cet aspect peut être due à l'optimisation l'espace et maximisant du nombre d'unités, en réduisant l'espace de loisirs, la marche et les espaces verts au minimum requis par une politique publique généraliste et abstraite.

Au contraire, lorsqu'ils s'associent à la vie quotidienne, les politiques publiques constituent un paysage construit pour l'utilisateur, transformant positivement le contexte urbain. Il est remarquable à la fois dans l'exemple canadien et dans des exemples de la réalité brésilienne elle-même que la présence de la population desservie dans le processus du projet a des effets bénéfiques à long terme pour l'espace.

Bien qu'il puisse être plus cher au départ et avoir un déploiement plus complexe, les projets avec la participation populaire ont tendance à augmenter le sentiment de sécurité de votre environnement, améliorer le drainage des eaux de pluie, augmenter la couverture végétale et de fournir un paysage urbain qui peut être jouisse par ses usagers.

Ainsi, la thèse que le degré d'articulation sociale et sa relation avec les politiques urbaines reflètent directement la construction du paysage est vérifié. On observe que plus le degré d'articulation sociale augmente, plus les résultats des projets tendent à être plus durables et cohérents, validant le témoignage d'Eleusina de Freitas. L'architecte souligne l'importance de la participation populaire comme agent de puissance plus élevé que le corps étatique lui même, car "il [le processus participatif] a besoin et en même temps se sépare de la politique parce elle [la politique] n'a pas le pouvoir de soutenir le projet." (Eleusina, 2018).

Se fait donc nécessaire en étude plus approfondie sur le sujet afin d'encourager l'articulation sociale à tous les moyens possibles, à la poursuite de la construction d'un paysage urbain de la vie quotidienne, axée sur les gens dans le but et la conception.

Références bibliographiques

- BONDUKI, N (2014). *Pioneiros da habitação social: cem anos de política pública no Brasil*. São Paulo: Editora UNESP: Edições SESC, 2014. v.1.
- BOUCHARD, M.; HUDON, M. (2005). Le logement coopératif et associatif comme innovation sociale émanant de la société civile. *Revue Interventions économiques*, n°32, ano 2005, disponível no site <<http://interventionseconomiques.revues.org/856>>.
- COMARU, Francisco de Assis. *Entrevista semi-estruturada: Processos participativos e cooperativismo no Brasil*. Instituto de Arquitetura e Urbanismo da Universidade de São Paulo (USP), São Carlos, SP-Brasil, 2018.
- DECROLY, J.-M. (2003). Revisiting the diversity of gentrification: neighbourhood renewal processes in Brussels and Montreal. *Urban Studies*, Volume 40, n° 12, novembro 2003.

De FREITAS, Eleusina Lavôr Holanda. *Entrevista semi-estruturada: Processos participativos e cooperativismo no Brasil*. Instituto de Arquitetura e Urbanismo da Universidade de São Paulo (USP), São Carlos, SP-Brasil, 2018.

HINDI, Tiago; MOREIRA, Tomás (2017). *Experiências de micro-urbanismo*. Curitiba: 3 Congreso Ibero americano de suelo urbano, 2017.

MENEZES, M. (2015). Compreender os micro-processos sociais de criação de espacialidades cinéticas no (re) pensar das práticas de urbanismo. *Revista Belas Artes*, 15 edição, junho de 2015.

MÉTRA, B. (2012). Pour un autre mode de "ville". Vers un micro-urbanisme: les enseignements de l'expérience mexicaine de programme d'amélioration de quartier a México. *Le laboratoire politique*, junho 2012.

MOREIRA, Tomás. *Gouvernance Urbaine de l'Habitat: Réalité ou Rhetorique? Le cas du Fonds municipal du Logement de São Paulo*. 1º. ed. Sarrebruck: Éditions Universitaires Européennes, 2011. 169p.

Recebido [Jun. 04, 2020]

Aprovado [Jul. 23, 2020]